

Au Japon, la délicate question de la reconnaissance de la Palestine

Soucieux de ménager son allié américain, mais aussi les pays arabes qui sont d'importants fournisseurs de pétrole et de gaz, le Japon hésite à reconnaître la Palestine, même s'il a toujours soutenu la solution à deux Etats.

Par Philippe Mesmer (Tokyo, correspondance)

Publié le 12 août 2025 à 13h30 ·  Lecture 3 min · [Read in English](#)

 Article réservé aux abonnés



Le ministre japonais des affaires étrangères, Takeshi Iwaya, lors d'une conférence de presse sur l'évacuation des ressortissants japonais d'Israël et d'Iran, à Tokyo, le 20 juin 2025. KAZUHIRO NOGI / AFP

Prudent sur le conflit israélo-palestinien pour des raisons économiques autant que diplomatiques, le Japon hésite à reconnaître la Palestine, même s'il défend une solution à deux Etats. Interrogé vendredi 8 août sur la possibilité de voir l'Archipel suivre la France, le Royaume-Uni et le Canada sur cette question, le porte-parole du gouvernement, Yoshimasa Hayashi, s'est montré évasif : « *Nous procédons à un examen approfondi du calendrier comme de la bonne méthode, afin de soutenir les progrès vers la paix.* »

Une pétition prônant à la reconnaissance de la Palestine, signée par 179 parlementaires (sur 722), a pourtant été remise le 8 août au gouvernement. « *Le Japon aurait dû être le premier membre du G7 à reconnaître la Palestine car il n'a aucune attache religieuse au Moyen-Orient et n'a pas d'histoire de colonisation dans la région. Nous ratons le bus et je le regrette sincèrement* », a déclaré, le 6 août, au Club des correspondants étrangers du Japon, Taro Kono, élu du Parti libéral-démocrate (au pouvoir), ancien ministre des affaires étrangères (2017-2019), et à l'origine de la pétition.

L'éditorial du 8 août du quotidien de centre gauche *Mainichi* appelait Tokyo, qui a voté la résolution de 2024 sur l'acceptation de la Palestine comme membre de l'ONU, à « *se rapprocher de la France, du Royaume-Uni et du Canada et à évoluer vers la reconnaissance* ».

Marge de manœuvre

Sans résultat à ce jour, tant le Japon semble prisonnier du cadre strict de sa politique moyen-orientale « *fondée sur deux piliers : la dépendance vis-à-vis des Etats-Unis pour la sécurité nationale, qui façonne ses relations avec Israël, et la dépendance vis-à-vis des pays arabes pour le pétrole* », explique Hideaki Shinoda, de l'université de Tokyo.

A la création d'Israël, en 1948, l'Archipel était sous occupation américaine. Dès son retour à l'indépendance en 1952, il a établi des relations diplomatiques avec l'Etat hébreu. Depuis, les liens économiques se sont développés, spécialement dans les domaines technologiques.

Lors de la crise pétrolière déclenchée par la guerre du Kippour, en octobre 1973, le secrétaire d'Etat américain, Henry Kissinger (1923-2023), se rend à Tokyo pour enjoindre au premier ministre, Kakuei Tanaka (1918-1993), de ne pas adopter une position proarabe. Ce dernier a rétorqué : « *La prospérité du Japon dépend du pétrole du Moyen-Orient. Les Etats-Unis sont-ils prêts à prendre le relais et à approvisionner le Japon en pétrole ?* » En 1975, le Japon a reconnu l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) qui a ouvert un bureau à Tokyo en 1977. Le Japon a inauguré une représentation en 1998 à Gaza, par la suite déplacée à Ramallah.

Il fournit une assistance à la Palestine par l'intermédiaire des instances onusiennes et des pays musulmans d'Asie du Sud-Est, comme l'Indonésie et la Malaisie.

Le Monde MÉMORABLE

Testez votre culture générale avec la rédaction du « Monde »
Testez votre culture générale avec la rédaction du « Monde »

Découvrir →

Tokyo s'efforce de ne pas apparaître trop proche des Etats-Unis afin de conserver une marge de manœuvre dans une région d'où proviennent 90 % de ses importations en hydrocarbures. Cette dépendance a été renforcée par les sanctions contre le pétrole russe. Tokyo a condamné le mouvement Hamas pour les attaques terroristes du 7 octobre 2023 et a aussi reconnu le droit d'Israël à se défendre. Mais, selon le ministre des affaires étrangères, Takeshi Iwaya, le projet d'occupation de Gaza « *compromet la mise en œuvre d'une solution à deux Etats* » et « *risque d'aggraver encore davantage la situation humanitaire* ».

Gouvernement prudent

Dans une interview accordée en 2024 à *The Diplomat*, Rotem Kowner, spécialiste de l'Archipel à l'université d'Haïfa, observe que la position du Japon « reflète un engagement de longue date en faveur d'un règlement pacifique des conflits » et « prend en compte une opinion publique qui considère les Palestiniens comme les victimes d'un héritage colonial ». Depuis les attaques du 7 octobre 2023, des manifestations sont régulièrement organisées au Japon pour appeler à « sauver Gaza » et à « cesser les bombardements ». En février 2024, la maison de commerce japonaise Itochu a annoncé la suspension de sa coopération dans le domaine aéronautique avec la société israélienne de défense Elbit Systems.

En 2024, le maire de Nagasaki, Shiro Suzuki, n'a pas voulu inviter l'Etat hébreu aux commémorations du bombardement atomique de 1945, en raison de la guerre dans la bande de Gaza. Très engagées dans la promotion de la paix mondiale, les associations de hibakusha – les survivants des bombardements atomiques – s'opposaient à la présence d'Israël. Cette année encore, ils n'y étaient pas favorables. Mais M. Suzuki a choisi de le convier avec l'idée que les pays en guerre « soient témoins et ressentent, avec leurs yeux, leurs oreilles et leur cœur, les conséquences cruelles et inhumaines des armes nucléaires dans un monde profondément divisé d'aujourd'hui ».

Lire aussi |  [L'Australie annonce à son tour qu'elle va reconnaître l'Etat de Palestine](#)



Ces positionnements, comme la pétition des parlementaires, ne semblent pas devoir fléchir un gouvernement des plus prudents. Le ministère des affaires étrangères rappelle au sujet de la reconnaissance de la Palestine que « chaque pays a ses propres contraintes internes » et qu'il n'y a « aucune raison de suivre » le mouvement amorcé depuis Paris, Londres et Ottawa, car « le Japon doit considérer ses relations avec les Etats-Unis et Israël ».

Philippe Mesmer (Tokyo, correspondance)